



DP

DOMAINE
PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse
Depuis 1963, un point de vue de gauche, réformiste et indépendant
En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

1939

Edition PDF du 16 janvier 2012
Les articles mis en ligne depuis DP 1938 du 9 janvier 2012

Dans ce numéro

La recherche incessante de la déstabilisation des institutions (Jean-Pierre Ghelfi)

Au-delà l'affaire Hildebrand, retour sur la filière UDC

Consommateur patriote ou consommateur tondu (Albert Tille)

Un marché mieux informé plutôt qu'un marché captif

Que les CFF ne vendent-ils donc leur vieux tunnel du Gothard à l'Office fédéral des routes! (Invité: Rodolphe Weibel)

La solution la plus économique

«Une nouvelle vision de l'agriculture» marchande et destructrice (Federico Franchini)

Quand les multinationales récupèrent à leur profit les concepts à la mode

La recherche incessante de la déstabilisation des institutions

Jean-Pierre Ghelfi • 16 janvier 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/19490>

Au-delà l'affaire Hildebrand, retour sur la filière UDC

Le nuage de poussière autour de «l'affaire Hildebrand» étant retombé, on commence à mieux distinguer la manière dont les différents éléments s'articulent.

Un informaticien de la banque Sarasin, membre de l'UDC, prend à la mi-août une ou plusieurs photos d'écran où apparaît une transaction monétaire sur le compte de Philipp Hildebrand.

L'informaticien contacte un ami d'école, avocat, député UDC au Grand conseil thurgovien. Apparemment d'un commun accord, ils rédigent un projet d'interpellation qu'ils adressent au conseiller national Hans Kaufmann, membre de l'UDC.

L'intervention², déposée le 23 décembre dernier, est formulée en termes très généraux (entre autres: «*Les membres du Conseil de banque, de la direction générale et les collaborateurs de la BNS sont-ils soumis à des prescriptions internes leur interdisant d'utiliser des informations confidentielles. A-t-on effectué les vérifications nécessaires, en 2010 et 2011;? A-t-on examiné les relations et les opérations bancaires des personnes concernées?*»).

Les versions de l'informaticien et de l'avocat divergent pour savoir qui a décidé de transmettre parallèlement ces informations à la *Weltwoche* (quasi organe de l'UDC) et à Christoph Blocher, vice-président de l'UDC. Ce dernier en informe Micheline Calmy-Rey, alors présidente de la Confédération, à trois reprises, entre le 5 et le 15 décembre.

Dans les quelques jours qui suivent, l'organe de révision externe de la BNS (la société PriceWaterhouseCoopers) rend un rapport qui ne trouve rien à redire à la transaction financière du couple Hildebrand (l'opération de revente de dollars deux mois plus tard, avec un bénéfice de change d'une septantaine de milliers de francs est cependant qualifiée de «*délicate*»). Un autre rapport du Contrôle fédéral des finances n'en dit pas davantage. Après coup, on peut s'interroger sur le sérieux de ces deux rapports. Encore faudrait-il connaître les termes précis du mandat qui a été donné. Probablement consistait-il principalement à déterminer si cette opération contrevenait au règlement interne de la BNS. Or du point de vue réglementaire l'opération d'achat de devises ne posait pas de problème particulier. Et pas davantage sous l'angle pénal puisque la

notion de délit d'initié ne recouvre pas les opérations sur devises.

Blocher et Ebner

Même en l'absence de contravention au règlement interne et au Code pénal, la faute morale du couple Hildebrand est évidente. Jean-Pierre Roth, ancien président de la direction générale de la BNS, a été on ne peut plus clair: un banquier central, qui a la tâche de veiller à la stabilité de la monnaie, doit s'abstenir de toute opération sur devises, quelles qu'elles soient. La crédibilité de sa parole est liée à une activité irréprochable, qui doit rester au-dessus de tout soupçon.

Sans doute. Mais lorsqu'on voit Blocher répéter en boucle qu'il est inadmissible d'avoir un spéculateur à la tête de la BNS, on ne peut s'empêcher de penser à sa carrière d'industriel et de financier³. Avec son maître et ami, le banquier Martin Ebner, ils n'ont eu de cesse, pendant une vingtaine d'années, de spéculer sur tout ce qui bougeait – ou ne bougeait pas – et s'offrir des plus-values se chiffrant en dizaines et dizaines de millions de francs.

Faux-monnayeur

Maintenant que le dénouement est connu

(prenant connaissance d'autres pièces, le Conseil de la BNS retire sa confiance à Hildebrand et celui-ci démissionne), on peut revenir au début.

Avec une première question qui titille. Pourquoi diable l'informaticien de la banque Sarasin s'est-il intéressé à une transaction sur devises sur le compte du couple Hildebrand? La réponse semble évidente. L'UDC – et la *Weltwoche* – ont mené depuis l'été 2010 une campagne haineuse contre le président de la BNS, accusé d'être un faux-monnayeur et un voleur, qui dilapidait la «fortune du peuple suisse». En cause, bien sûr, les achats massifs de dollars et d'euros au printemps 2010 pour éviter la réévaluation constante du franc suisse.

Ces achats massifs ont permis de maintenir une parité de l'euro autour de 1,40 franc. Mais lorsqu'ils ont été interrompus, la réévaluation du franc a repris, pour terminer l'année 2010 à 1,25 franc. L'option de la BNS est controversée. Certains parlent de fiasco, qui a fait perdre plus de 20 milliards à la BNS. D'autres ont une vision plus positive. Les interventions ont eu lieu au printemps 2010, alors que l'économie suisse (et mondiale) sortait d'une crise financière majeure, qui comportait un risque substantiel de se transformer en profonde récession économique. L'action de la BNS est intervenue à un moment stratégique et a permis à l'économie suisse de rebondir et de réaliser une

croissance économique réelle de 2,7% (1,7% en moyenne dans la zone euro). Sans les interventions de la BNS, la réévaluation du franc aurait coupé les ailes de la reprise, avec un risque certain de récession.

Vue sous cet angle, la question de la «fortune du peuple suisse» se pose en des termes bien différents: est-ce le bilan de la BNS qui est le plus important ou bien la santé des entreprises et l'emploi?

L'UDC ne s'embarrasse pas de telles nuances. Sa campagne haineuse laisse des traces. Ce n'est sans doute pas par hasard que l'informaticien de la banque Sarasin et l'avocat-député thurgovien se sont retrouvés pour discuter de la meilleure tactique pour faire tomber le président de la BNS. L'ancien procureur tessinois Paolo Bernasconi (*NZZ am Sonntag* du 8 janvier) a raison de considérer que les membres de l'UDC ont cherché un coup politique bien davantage qu'ils ont eu le souci de rétablir l'ordre légal. Sinon ils se seraient adressés à un procureur ou au président du Conseil de banque, et en dernier recours aux autorités politiques et aux médias si leur intervention était restée sans effet. Le même Paolo Bernasconi ne peut non plus s'empêcher d'ironiser sur ce parti qui, il y a encore quelques mois, parlait de vouloir défendre sans concession le secret bancaire, au point de proposer de l'inscrire dans la Constitution fédérale, et qui ensuite n'hésite pas à le violer pour poursuivre des objectifs

politiques.

Pourquoi tant de haine?

Cette question de la violation ou non du secret bancaire conduit certains des acteurs à tenir des propos alambiqués. L'avocat-député thurgovien, qui a eu les documents en mains et les a vraisemblablement transmis à la *Weltwoche*, dit qu'il n'était qu'un «facteur». Christoph Blocher a déclaré qu'il n'avait jamais eu les documents en main, puis qu'il n'avait pas eu des documents «originaux» (les photos d'un écran d'ordinateur sont-elles des «originaux»?) et enfin qu'il n'était, lui aussi, qu'un «facteur»...

Mais pourquoi tant de haine? En plus des éléments évoqués plus haut, il y a certainement un aspect personnel. Philipp Hildebrand représente un peu l'antithèse de Christoph Blocher. C'est un cosmopolite, largement ouvert au monde, qui n' imagine pas un instant que la Suisse puisse vivre isolée et qui collabore intensément avec les autres Banques centrales et les institutions internationales. Cerise sur le gâteau ou épine – c'est selon – il a épousé une Anglo-saxonne d'ascendance pakistanaise. Pire encore, il a joué un rôle central dans la mise en place des éléments du sauvetage de l'UBS et s'est parfaitement entendu à cette occasion avec la conseillère fédérale Eveline Widmer-Schlumpf, suppléante de Hans-Rudolf Merz alors hospitalisé. Et la maîtrise dont cette dernière a fait preuve

dans ce sauvetage n'a pas pu contribuer à sa bonne réputation, qui a elle-même joué lors de sa récente réélection.

Hildebrand a également, dès le début de la crise financière de 2007-2008, réclamé une hausse substantielle des fonds propres des grandes banques, qui a débouché sur la modification législative récente dite du «*too big too fail*», combattue jusqu'au bout par l'UDC. Sans succès. *Last but not least*, Hildebrand a «osé», le 6 septembre, lier le franc à l'euro (plancher de 1,20 franc pour un euro). Une option qui équivaut, aux yeux de l'UDC, à saborder l'indépendance nationale et à se «soumettre» à l'Union européenne. Quasi un crime de haute trahison.

Derrière la personne, il y a, évidemment, l'institution. La BNS est également visée. L'été dernier, le groupe UDC a déposé une motion⁴ qui entend fortement restreindre

la marge de manœuvre dont dispose la BNS dans la conduite de la politique monétaire.

C'est en particulier pour assurer le traitement avancé de cette motion que l'UDC veut une session spéciale du Parlement. L'objectif est de limiter l'indépendance de la BNS et son autonomie par rapport au politique. Et le moyen pour y parvenir est de laisser entendre que la BNS n'est pas à la hauteur de ses tâches.

Mais comment faire admettre une idée apparemment aussi farfelue que celle de limiter les moyens d'intervention de la BNS? Il faut parvenir à déstabiliser l'institution, lui faire perdre son aura dans l'opinion publique, la rendre impotente et amener le peuple suisse à considérer que la BNS fait mal son travail et dilapide sa «richesse».

Qu'on ne s'y trompe pas. L'UDC ne cherche pas seulement à déstabiliser la

BNS. Elle s'en prend en réalité à toutes les grandes institutions qui constituent ensemble le ciment de ce pays, comme le rappelait Roger de Weck, le patron de la SSR lors de la dernière assemblée de la Société de radio-télévision-Neuchâtel. Le Conseil fédéral est évidemment, et en permanence, en première ligne (à propos: l'UDC voulait-elle vraiment faire élire un deuxième représentant au gouvernement en décembre dernier?). La BNS suit juste derrière, et même volerait actuellement la vedette au gouvernement. La SSR est aussi dans son colimateur (critique incessante sur de pseudo-positions «progressistes» et proposition de réduire de moitié la redevance). Le Tribunal fédéral (et plus généralement le principe de la séparation des pouvoirs entre l'exécutif et le judiciaire) rencontre rarement les faveurs l'UDC (l'édifiante affaire Blocher-Roschacher, DP 1758⁵).

Consommateur patriote ou consommateur tondu

Albert Tille • 14 janvier 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/19472>

Un marché mieux informé plutôt qu'un marché captif

Achetez en Suisse, et soutenez notre commerce local! Les appels au patriotisme des consommateurs se multiplient. Avec le franc fort qui creuse la différence entre les prix suisses et ceux de nos voisins de la zone euro, le tourisme

d'achat est en forte progression.

Une récente étude de Credit Suisse¹⁹ montre que les achats frontaliers, qui ont toujours existé, ont augmenté de 10% l'an passé pour atteindre entre 4 et 5 milliards de francs. C'est beaucoup. Mais le commerce de détail n'est pas à l'agonie. Son chiffre d'affaires est en

constante progression et l'année 2011 n'a pas fait exception, comme le montrent les relevés de l'Office fédéral de la statistique²⁰.

Les consommateurs ne ruinent donc pas l'économie du pays. Ils remplissent pleinement leur rôle en cherchant à ménager leur porte monnaie. Le renforcement du tourisme

d'achat a secoué les distributeurs (DP 1924²¹). Ils ont commencé à se battre contre l'entente entre les fabricants étrangers et leurs importateurs qui profitaient de la hausse du franc pour gonfler leurs marges sur leurs ventes en Suisse.

Si les consommateurs avaient docilement joué les moutons que l'on tond, les commerçants n'auraient pas baissé leurs prix. Le Conseil fédéral n'aurait pas proposé une révision de la loi sur les cartels (DP 1932²²) pour mettre au pas les accords verticaux qui profitent aux grands groupes étrangers. Par leur tourisme d'achat, les consommateurs ont non seulement ménagé leur porte-monnaie. Ils ont rendu service au pays en combattant un dysfonctionnement du marché.

«Acheter en Suisse» est un

slogan douteux. «Acheter suisse», c'est autre chose. Le Conseil national examinera lors de la prochaine session le projet *Swissness*²³. Par une révision de la loi sur les marques, le Conseil fédéral propose de renforcer la crédibilité du label suisse.

Ainsi, pour qu'un produit alimentaire ait le droit d'arborer la croix fédérale, il faudra que 80% de la matière première proviennent de notre sol. Cette règle ne convient pas aux industriels. Ils entendent conserver la possibilité de s'approvisionner plus largement à l'étranger tout en affichant le label helvétique sur les produits qu'ils transforment dans le pays alors que lesdits produits sont largement d'origine étrangère.

L'Union suisse des paysans annonce le lancement d'une initiative populaire si le

Conseil national se laisse convaincre par le lobby de l'industrie alimentaire. Les paysans exigent un label rigoureux. Il est un atout décisif pour l'exportation. Grâce à son prestige et à sa crédibilité, il permet de compenser les prix plus élevés de nos produits agricoles.

Une claire indication de provenance contribue en outre à la transparence du marché suisse. C'est ce que souhaitent également les consommateurs. Ils peuvent faire leur choix en pleine connaissance de cause: en fonction du prix, mais aussi de la provenance. Par souci écologique, ils peuvent choisir un produit qui ne fait pas des centaines de kilomètres en camion avant d'arriver dans leur panier. Ils peuvent décider d'acheter suisse pour soutenir nos agriculteurs ou pour boycotter les producteurs étrangers qui maltraitent leur main-d'œuvre.

Que les CFF ne vendent-ils donc leur vieux tunnel du Gothard à l'Office fédéral des routes!

Invité: Rodolphe Weibel • 13 janvier 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/19462>

La solution la plus économique

Le tunnel routier du Gothard doit subir de lourds travaux d'assainissement et de mise en conformité avec les normes de sécurité contemporaines. Le Conseil fédéral a publié il y a un an son rapport, qui a suscité d'importantes interrogations quant aux effets d'économie générale

qu'entraîneraient les limitations de circulation nécessaires aux travaux.

L'Office fédéral des routes (OFROU) vient de publier à ce sujet une étude qui évalue d'une part les pertes économiques causées par la fermeture du tunnel pendant de longues périodes, d'autre part les éventuels avantages tirés de l'activité d'entreprises

de service et de construction pendant la durée des immobilisations et des travaux. Ces avantages sont incertains parce que réalisés seulement si les travaux sont adjugés à des entreprises locales, ce que les lois sur les marchés publics empêchent de promettre. Les lourdes incertitudes qui pèsent sur ces avantages, ainsi que leur impact respectif relativement

modeste, me les font ignorer ici.

Cette publication me donne l'occasion de revenir sur l'analyse et les propositions esquissées en mars 2011 (DP 1905²⁴). Celles-ci portaient plus généralement sur l'avenir de la ligne ferroviaire de faîte, dont je répète qu'il mérite qu'on s'y intéresse sérieusement dès aujourd'hui. Que faire de la ligne, des rampes et du tunnel? Dès la mise en service du tunnel de base, fin 2016, ni les trains de marchandises ni les trains rapides entre Lucerne et Bellinzona n'emprunteront plus le vieux tunnel. Le trafic local entre Léventine et Uri ne nécessite à l'évidence pas un tunnel ferroviaire à deux voies de 15 kilomètres de longueur, parce que le tunnel routier, qui lui est parallèle, y suffira.

C'est dans ce contexte plus général que s'inscrit le présent article.

Dès l'instant où le tunnel de base est mis en service, au changement d'horaire, le vieux tunnel peut être débarrassé de ses équipements ferroviaires. Sur ses 15 kilomètres peuvent être mis en œuvre, simultanément, 15 chantiers permettant l'agrandissement du gabarit, la creuse d'une galerie de sécurité, et le montage des installations de ventilation et de sécurité propres à un tunnel routier à deux sens de circulation. Ce n'est pas un tunnel de 15 kilomètres qui se construit, mais 15 tunnels d'un kilomètre en même temps. Trois ans plus tard, en 2020, il suffit de dévier le trafic de l'actuel

tunnel routier vers le vieux tunnel ferroviaire transformé: les portails des deux tunnels sont distants de moins de 200 mètres l'un de l'autre. L'ancien tunnel routier est abandonné, ou réservé à un autre usage ultérieur, dans un état brut.

J'esquisse quatre solutions. La numérotation que j'ai adoptée, à première vue un peu compliquée, présente l'avantage de se superposer à celle de l'OFROU.

Solution numéro 0

Celle que j'ai décrite ci-dessus. Les travaux auront coûté 750 millions. La circulation routière n'aura jamais été interrompue, si bien qu'il n'y aura pas d'effet négatif sur les économies des cantons du Tessin, d'Uri et des Grisons.

Les études de l'OFROU pour l'assainissement de l'actuel tunnel routier permettent de dégager trois autres solutions équivalentes en capacité et en sécurité, comprenant un tunnel routier moderne, à double sens, avec une galerie de sécurité.

Solution numéro 1

La première des deux solutions retenues à ce jour par l'OFROU: la réfection avec fermeture totale ininterrompue pendant deux ans et demi, sans ouverture même en été, pour un coût total de 1'250 millions, auxquels s'ajoutent 220 millions (moyenne de la fourchette d'évaluation de l'OFROU) d'effets négatifs pour l'économie des cantons voisins. Au total 1'470

millions, soit 720 millions de plus que la solution 0.

Solution numéro 2

La seconde des deux solutions retenues à ce jour par l'OFROU: la réfection avec fermeture totale pendant trois ans et demi, mais avec ouverture en été, pour un coût total de 1'400 millions, auxquels s'ajoutent 180 millions d'effets négatifs pour l'économie des cantons voisins. Au total 1'580 millions, soit 830 millions de plus que la solution 0.

Solution numéro 3 partielle

C'est la première partie d'une variante étudiée mais non retenue par l'OFROU. Elle s'arrête à la fin de la construction d'un nouveau tube, tandis que la variante de l'OFROU englobe encore la réfection ultérieure de l'ancien tube, pour permettre le trafic à sens unique dans chacun des tubes, chacun d'eux dès lors largement surdimensionné. La construction d'un tube supplémentaire, avec l'abandon du tunnel routier actuel, est estimée à 2'020 millions. Cette solution n'aurait pas d'effet négatif sur l'économie des trois cantons riverains. En revanche, l'OFROU chiffre à 250 millions les frais supplémentaires d'entretien de l'ancien tube pendant les dix ans d'exploitation qui précéderaient la mise en service du nouveau tube. Ainsi le coût total serait de 2'270 millions, soit 1'520 millions de plus que la solution 0.

Raisonnablement, l'OFROU

aurait donc intérêt à acheter le vieux tunnel ferroviaire pour au moins 720 millions ou au plus 1,52 milliard de francs. C'est environ la somme dont les CFF ont besoin pour adapter les gabarits entre Bâle et Chiasso et permettre le passage de convois hauts de 4 mètres aux angles : 925

millions. Raisonnablement aussi, les CFF ont donc tout intérêt à vendre leur vieux tunnel, qui ne leur rapportera plus jamais rien. On ne trouve pas un milliard sous les pas d'un cheval!

Tout le problème de la mise en conformité du tunnel routier avec les normes

contemporaines serait réglé en trois ans, sans aucune incidence négative pour les économies des cantons voisins.

La règle constitutionnelle qui interdit d'augmenter la capacité routière des traversées alpines ne serait en rien mise en question.

«Une nouvelle vision de l'agriculture» marchande et destructrice

Federico Franchini • 15 janvier 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/19481>

Quand les multinationales récupèrent à leur profit les concepts à la mode

«*Parvenir à une croissance agricole durable par le biais de solutions basées sur le marché*», tel est l'objectif d'une initiative lancée en 2010 par des multinationales de l'agroalimentaire dans le cadre du Forum économique mondiale de Davos (WEF).

Evoquant l'augmentation de la population mondiale, la diminution des terres arables et une sécurité alimentaire en danger, l'initiative intitulée «*Une nouvelle vision de l'agriculture*»⁶ entend mobiliser les investissements publics et privés pour développer le secteur agricole.

Les buts visés sont schématisés dans un triangle⁷ dont les côtés représentent la sécurité alimentaire, la durabilité environnementale et l'opportunité économique. Plus concrètement, l'initiative

veut contribuer au «*développement des marchés agricoles, et notamment des opportunités pour les petits producteurs*» et à «*l'amélioration de l'accès à des produits alimentaires nourrissants, à des prix abordables*».

La direction stratégique est assurée par 23 entreprises actives dans toutes les étapes de la filière agroalimentaire: Bunge, Cargill, DuPont, Coca-Cola, Pepsi, Unilever, Wall-Mart, Nestlé, Monsanto, Syngenta, etc. L'initiative bénéficie du soutien consultatif de la Commission sur la sécurité alimentaire du WEF⁸. Créée en 2008, cette commission réunit une vingtaine de personnalités actives dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture. Elle s'est donné pour mission d'approfondir les synergies entre les acteurs engagés dans la lutte contre la faim.

Elle a été tout d'abord présidée par Josette Sheeran⁹, la directrice exécutive du Programme alimentaire mondial, récemment portée à la vice-présidence du Forum. Considérée par le magazine *Forbes* comme l'une des trente femmes les plus influentes de la planète, Sheeran incarne le *credo* typique de l'initiative: des solutions basées sur le marché. Elle a présidé le *think thank Empower America*¹⁰, aujourd'hui nommé *Freedom Works*¹¹, dont le slogan est «*moins d'Etat, moins de taxes, plus de liberté*».

Kanayo Nkwanzé¹², président de l'*International Fund for Agricultural Development*¹³ (IFAD) lui a succédé. Lui aussi fonctionnaire international de haut niveau, Nkwanzé s'est distingué pour avoir promu en Afrique les NERICA¹⁴ (*New Rice for Africa*), des nouvelles qualités des riz «*spécialement*

prises au point pour le continent africain».

Les autres membres de la Commission sont issus de l'industrie et des grandes institutions internationales, ainsi que d'instituts de recherche et de deux organisations non gouvernementales, GAIN¹⁵ (*Global Alliance for Improved Nutrition*) et AGRA¹⁶ (*Alliance for Green Revolution in Africa*). Ces deux ONG, financées par de grandes fondations philanthropiques, notamment la fondation Bill & Melinda Gates, ne sont pas représentatives du large éventail des associations impliquées dans les problématiques agricoles et alimentaires. Elles se réfèrent à l'idéologie à la base de la Révolution verte selon laquelle l'agriculture industrielle et les nouvelles (bio) technologies sont les seules solutions face au défi alimentaire.

La Révolution verte a débuté dans les années septante avec l'objectif d'augmenter la production alimentaire en Asie et en Amérique latine. Si la production a effectivement augmenté, elle s'est concentrée sur les monocultures d'exportation et n'a pas contribué à résoudre les problèmes alimentaires de

ces régions. AGRA par exemple, veut appliquer ce concept à l'Afrique où elle se propose de promouvoir des variétés comme les NERICA, sélectionnées et brevetées, mais dont les rendements sont étroitement dépendants des techniques industrielles et des produits chimiques. Il existe des liens entre d'anciens cadres de Monsanto, et le conseil d'administration d'AGRA et la fondation de Bill Gates.

Une stratégie gagnants-perdants

Lors du Forum 2011, Hugh Grant, le patron de Monsanto, insista sur la nécessaire collaboration de tous les acteurs pour concrétiser ces objectifs: *«Les entreprises, les partenaires locaux, les ONG, les agriculteurs doivent coopérer pour garantir une alimentation suffisante pour une population mondiale qui, chaque jour, voit naître deux cents mille enfants»*. La composition de la Commission du WEF ne traduit pourtant pas cette exigence. Elle reflète plutôt le point de vue des entreprises multinationales, des institutions internationales telles que la Banque mondiale et la FAO et des gouvernements: les nouvelles technologies sont seules aptes à nourrir la planète.

«Ouvrir toutes grandes les portes des agricultures des pays du Sud aux multinationales agro-alimentaires», tel est pour Catherine Morand¹⁷, responsable de l'antenne romande de Swissaid, l'objectif véritable de cette initiative.

Cette initiative est un exemple pour réfléchir sur la vacuité d'un concept très à la mode à notre époque, celui de la responsabilité sociale des entreprises. Concrètement, la volonté exprimée de *«garantir des opportunités pour les petits agriculteurs»* et *«d'améliorer l'accès à des produits alimentaires à des prix abordables»*, se traduit par des projets qui favorisent l'agriculture industrielle, les biocarburants et la spéculation sur les produits alimentaires. Or ces pratiques contribuent à chasser les petits paysans de leurs terres, à créer l'instabilité des prix des aliments de base et la destruction à terme des terres cultivables. Alors que des études¹⁸ sérieusement documentées montrent qu'une agriculture écologique pourrait doubler la production alimentaire de régions entières en 10 ans, tout en réduisant la pauvreté rurale et en apportant des solutions au changement climatique.

Liens

1. <http://www.domainepublic.ch/pages/1939#>
2. http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20114163
3. <http://www.tagesanzeiger.ch/wirtschaft/unternehmen-und-konjunktur/Christoph-Blocher--der-Profi/story/30928937?>
4. http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20113540
5. <http://www.domainepublic.ch/articles/9701>
6. <http://www.weforum.org/issues/agriculture-and-food-security/index.html>
7. http://www3.weforum.org/docs/WEF_FB_NewVisionAgriculture_Overview_2011_FR.pdf
8. <http://www.weforum.org/content/global-agenda-council-food-security-2011>
9. <http://www.wfp.org/about/corporate-information/executive-director/biography>
10. http://rightweb.irc-online.org/profile/Empower_America
11. <http://www.freedomworks.org/>
12. http://www.ifad.org/governance/internal/president/bio_f.htm
13. <http://www.ifad.org/>
14. http://en.wikipedia.org/wiki/New_Rice_for_Africa
15. <http://www.gainhealth.org/>
16. <http://www.agra-alliance.org/>
17. http://www.lecourrier.ch/bill_gates_a_davos_pour_promouvoir_une_agriculture
18. <http://www.srfood.org/index.php/fr/component/content/article/1174-report-agroecology-and-the-right-to-food>
19. https://www.credit-suisse.com/news/fr/media_release.jsp?ns=41923
20. <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/06/03/blank/key/detailhandelsumsaetze.html>
21. <http://www.domainepublic.ch/articles/18452>
22. <http://www.domainepublic.ch/articles/19000>
23. http://www.admin.ch/ch/f/ff/2009/index0_50.html
24. <http://www.domainepublic.ch/articles/16980>